CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

Sommet Russie – Afrique 2026 : le discours de Poutine et la langue de la négociation

Par Esimba Ifonge

CERECK.ORG | NOVEMBRE 2026
Influencer & Améliorer les décisions publiques. Pour la RDC et l'Afrique.

RESUME

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les 28 et 29 octobre 2026, Moscou a reçu quarante-huit délégations africaines, dont vingt-deux conduites par leur chef d'État, pour le troisième sommet Russie-Afrique. Le discours de Vladimir Poutine y a aligné des chiffres, un héritage anticolonial et des offres adressées pays par pays. Il offre un cas d'école de communication stratégique et une grille de lecture pour tout partenaire qui « convoque » le continent.

LA PROBLÉMATIQUE

Une adhésion symbolique sans engagement vérifiable

Un partenaire de poids médian mobilise le chiffre, l'héritage et le bilatéral pour obtenir l'adhésion symbolique d'un continent, sans engagement vérifiable.

L'ANALYSE

Des offres découpées État par État

Les données sont celles de l'orateur. Les échanges penchent fortement en faveur de la Russie, et les secteurs d'intérêt — mines, énergie, nucléaire, numérique — sont ceux où se jouent les rapports de force. L'offre est découpée État par État.

LA SOLUTION

Compter, comparer, conditionner, coordonner

Appliquer systématiquement les quatre C et confier au niveau continental la conduite des négociations qui engagent plusieurs États.

Il est des sommets que l'on juge à leurs communiqués, et d'autres à leur photographie. Le troisième sommet Russie-Afrique, placé sous la devise « Pour la paix, la sécurité et le développement » et coprésidé par Vladimir Poutine et Évariste Ndayishimiye, président en exercice de l'Union africaine, appartient aux seconds.

Les chiffres de présence racontent une trajectoire. Quarante-trois chefs d'État avaient fait le déplacement à Sotchi en 2019, dix-sept seulement à Saint-Pétersbourg en 2023, une érosion que Moscou avait imputée aux pressions occidentales. Vingt-deux étaient annoncés cette année. Pour un pouvoir isolé depuis 2022, une salle pleine est déjà un message : elle dit que l'isolement a ses limites. Le discours du président Poutine, lors de l'ouverture du sommet, mérite d'être lu, écouté, pour ce qu'il dit, et pour ce qu'il tait.

DES CHIFFRES QUI ARRÊTENT LA DISCUSSION...

Le discours est d'abord une cascade de données. Plus de 27 milliards de dollars d'échanges en 2025, en hausse de moitié depuis 2023. Quatre-vingt-cinq pour cent des règlements en roubles. Treize millions de tonnes de produits agricoles livrées depuis le début de l'année. Quarante-cinq accords de coopération militaire. Une multiplication par 1,5 du nombre d'étudiants africains en Russie depuis 2020. En rhétorique, le chiffre clôt le débat. Alfred Sauvy rappelait pourtant que les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, avouent tout ce qu'on veut. Celui-ci avoue beaucoup.

Sur ces 27,8 milliards, selon les estimations publiées après le sommet, 24,3 correspondent aux exportations russes vers le continent et 3,5 aux importations en provenance d'Afrique. Le déficit africain avoisine 21 milliards. L'Union européenne, premier partenaire du continent, pèse près de quatorze fois plus. Moscou demeure un acteur de second rang dans les flux, et dispose d'une puissance symbolique que ses échanges ne suffisent pas à expliquer.

Cette puissance se construit par des gestes à faible coût et à fort rendement : citer Julius Nyerere, rappeler le soutien aux luttes d'indépendance, évoquer la mémoire de la traite. Le discours avance que les entreprises russes réinvestissent là où les anciennes puissances coloniales extrayaient. Les secteurs

mentionnés, mines, énergie, nucléaire, sont précisément ceux où se joue l'extraction. Le Congo sait mieux que quiconque que chacun de ses minerais a eu droit à son récit de bienfaisance. La différence entre partenaire et prédateur tient aux clauses, à la transformation locale, à la fiscalité, et jamais au passeport de l'investisseur.

La dédollarisation procède de la même logique. Régler en roubles protège les échanges de toute « interférence extérieure » (Dixit le président Poutine) et profite d'abord à celui qui vit sous sanctions. Pour un exportateur africain, elle peut réduire des coûts de change et soulève une question simple : que fait-il de ses roubles, avec un partenaire qui lui vend sept fois plus qu'il ne lui achète ?

Le discours appelle de ses vœux un ordre multipolaire, libre de « diktat et de doubles standards ». Ses offres, elles, se comptent État par État : préférences tarifaires de l'Union économique eurasiatique, accords militaires, ouvertures d'ambassades. Le rapprochement avec la Zone de libre-échange continentale africaine est une idée sérieuse, à une condition : savoir qui l'empruntera, le continent ou les capitales une à une.

Reste le silence. La guerre en Ukraine et la crise céréalière n'ont pas occupé le centre du propos. En 2023, Poutine promettait des livraisons gratuites de 25 000 à 50 000 tonnes à six pays, quand le Programme alimentaire mondial avait expédié environ 725 000 tonnes de blé ukrainien sous l'accord de la mer Noire. Le récit a changé d'échelle, du don au commerce, et la cause du changement a quitté la scène.

NÉGOCIER EN CONTINENT PLUTÔT QU'EN CAPITALES

Ce discours livre quatre enseignements, valables pour Moscou comme pour Pékin, Bruxelles, Ankara ou Washington.

Un discours n'est pas un engagement : entre l'annonce et la clause s'étend toute la distance d'une négociation. La symbolique est un actif que tous les partenaires savent produire, et si chacun peut citer Nyerere, la citation ne distingue plus personne, seul ce que l'on consent à céder le fait. L'unité de négociation doit épouser l'unité de pouvoir : une capitale seule est une demandeuse, un continent est un

marché. Le silence, enfin, est une donnée, car ce qu'un discours omet, la guerre, les prix, les clauses, informe autant que ce qu'il proclame.

De ces leçons découle une grille, que nous appelons les quatre C. Compter : isoler chaque chiffre annoncé, identifier sa source, exiger une vérification indépendante avant de l'intégrer à une décision. Comparer : mettre chaque offre en regard de celles des autres partenaires sur le même terrain, prix, délais, transfert de compétences, conditions de sortie. Conditionner : transformer chaque promesse en clause, part de transformation locale, recours aux sous-traitants nationaux, droits sur les données, calendrier, arbitrage. Coordonner : porter par une voix commune les sujets qui touchent plusieurs États, accès au marché, normes numériques, contenu local, plutôt que par cinquante-quatre négociations parallèles.

Trois décisions donneraient corps à cette grille. Chaque accord bilatéral gagnerait à comporter une clause d'alignement sur les positions continentales, et l'adhésion à un cadre d'échange ne devrait plus se négocier sans consultation des voisins. Le secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union africaine méritent un mandat explicite pour conduire l'interface avec l'Union eurasiatique, ainsi que la publication d'une grille de conditions identique pour tous les partenaires.

Du côté des entreprises, il s'agit de bâtir des consortiums africains à taille critique face aux appels d'offres, et d'exiger la publication des termes des contrats d'extraction. La déclaration sur l'intelligence artificielle fera office de premier test : sans cadre commun sur les données, les modèles et la souveraineté de calcul, chaque État signera seul et dépendra seul.

PARLER DANS SA PROPRE LANGUE

Moscou ne demande pas à l'Afrique de choisir un camp. Elle lui demande de parler à chacun, une ruse habile qui flatte la souveraineté de chaque capitale et divise le poids du continent. Le sujet des années à venir ne tient pas à la direction de l'ouverture, vers Moscou, Pékin, Bruxelles ou Washington. Il tient à la langue de la négociation : celle d'un continent qui fixe ses conditions, ou celle de cinquante-quatre capitales qui se les voient dicter. La fenêtre est ouverte, et le plan d'action 2027-2029

reste à traduire en clauses. Reste à savoir qui, dans la salle, en tiendra la plume.

CENTRE DE RECHERCHE
SUR LE CONGO-KINSHASA

ANALYSES.
FORMATIONS.
DÉBATS.
PUBLICATIONS.

CERECK.ORG

CERECK est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour façonner des solutions en réponse aux multiples défis congolais et africains.